

# 360 milliards d'euros pour sauver les banques...

## Et combien pour nos universités ?

IPNS - Ne pas jeter sur la voie publique



**D**epuis dix ans, l'enseignement supérieur du Nord Pas-de-Calais est délaissé. Les universités, suite aux réformes et aux coupes du budget, ont de plus en plus de mal à maintenir la qualité et la diversité de leurs formations. Les étudiants, quant à eux, sont les premières cibles de la vague de précarité qui s'étend à une grande partie de la population. Six universités et plus de 100 000 étudiants sont concernés.

Une des premières victimes des attaques libérales est avant tout la jeunesse. Ses conditions de vie actuelles se dégradent chaque jour un peu plus et son avenir est sérieusement remis en cause par la dévalorisation des diplômes, seule garantie d'un avenir un minimum correct. Avec la précarisation des personnels c'est donc l'ensemble de la communauté universitaire qui est touché.

Pour nos conditions de vie actuelles et futures  
Pour la qualité et la diversité de nos formations  
Pour l'égalité de tous face au savoir et à la réussite

## Mobilisons-nous, exigeons des moyens pour notre région !

**Premiers signataires :** SUD Etudiant-e-s Arras, des militants UNEF, Vice-Président Etudiant lille1/lille3/Arras Ferc-Sup CGT lille3, CGT CROUS lille, JCR, NPA, UEC, JC, MJS villeneuve d'ascq, MJS Arras, PRS, M-N Liemann/J-L Cottigny (députés européens)...

**C**ollectif  
**U**niversitaire  
**P**our un  
**R**éengagement de l'  
**E**tat

## Stop à la précarité des étudiants !

**D**epuis huit ans, le pouvoir d'achat des étudiants est en chute libre et plus encore dans le Nord Pas-de-Calais où les universités accueillent un public relativement populaire. Nombre d'entre eux vivent encore chez leurs parents, ne pouvant pas prendre un logement indépendant. Ceux qui ont pris leur autonomie ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts tous les mois. Frais d'inscription, logement, vie quotidienne... : **tout augmente !**

Les aides sociales, suite aux réformes des précédents mois, baissent pour la plupart des étudiants !

La refonte des bourses sur critères sociaux, avec l'annonce de la création d'un sixième échelon, a surtout modifié les points de charges : handicapés, enfants d'un seul parent et étudiants éloignés du domicile familial ont vu leur bourse baisser ou disparaître. Différentes allocations d'études (comme l'allocation d'indépendance avérée) ont été fondues dans le FNAU (Fonds National d'Aide d'Urgence). Conséquence : de nombreux étudiants n'en bénéficient plus. Sans parler de l'allocation ALINE, d'un

montant de 300 € pour les boursiers qui s'installent pour la première fois, a été **supprimée !**

Les étudiants de l'académie de Lille sont d'autant plus touchés que le CROUS régional opère des hausses de tarifs injustifiées dans tous les domaines : loyers, services en résidence (notamment WiFi), Resto U... Un exemple concret : le panier repas, composé de 2 sandwiches, une boisson et un dessert, est passé **de 2,80 à 4 €** à Lille 3 alors même que le prix du repas national est passé de 2,80 à 2,85 €.

Ces hausses de tarifs sont la conséquence du désengagement de l'Etat.

La « **masterisation des IUFM** », bientôt en vigueur, empêchera les titulaires d'une Licence de se présenter aux concours (CAPES & Agreg) et cassera le statut de fonctionnaire stagiaire. De plus, le contenu disciplinaire ne pourra excéder 1/3 (!) du total du concours. Le diplôme de référence sera à bac +5, au détriment évidemment de la reconnaissance du bac +3. A cela s'ajoutent les suppressions massives de postes dans l'éducation : 11 200 en 2008, et 13 500 pour 2009 !

## Plan de rigueur, Rapport Lambert : contre la casse de nos CROUS !



**L**e CROUS de Lille opère ces augmentations suite à la mise en place d'un **plan de rigueur** (suppression de postes et vente de résidences sont au menu). Ceci devant servir à rééquilibrer son budget, en déficit constant avec la baisse des subventions de l'Etat. Ce dernier accorde en effet de moins en moins d'argent pour les CROUS et pour les conditions de vie des étudiants. Le désengagement de l'Etat - depuis plusieurs années - ne permet plus aux CROUS d'être propriétaire d'une partie de leurs cité-U : **3,8%** d'augmentation de loyer pour ces dernières et **1,5%** pour les autres.

Et la réponse du gouvernement aux étudiants est dérisoire : **faites des prêts !** Sommes-nous contraints de nous endetter dès 20 ans pour pouvoir étudier dans de bonnes conditions ? Qu'en est-il de

l'émancipation, de l'élévation sociale de chacun, quelle que soit son origine ? Mais ceux qui nous gouvernent ne l'entendent pas de cette oreille, bien au contraire. Imposant leur modèle de société basé sur le mérite (d'être issu d'une classe aisée), ils prévoient déjà de réformer les CROUS en Agences pour la Vie Etudiante, mieux « pilotés » - comprendre « comme une entreprise privée » ! Le **rapport Lambert**, qui se matérialisera sous peu par une loi « LRU des CROUS », préconise la contractualisation des personnels plutôt que leur titularisation et une meilleure orientation des étudiants vers des jobs et résidences privées.

Face à un gouvernement qui compte ne rien lâcher, notre rôle est de nous organiser pour défendre des conditions d'études et de travail décentes.

**Nous devons nous battre pour un service public de qualité du CROUS :**

- Revalorisation et rétablissement des aides sociales supprimées
- Création de postes de titulaire à hauteur des besoins
- Baisse des tarifs de restauration et de logement !

## Tous mobilisés pour notre avenir : pour des diplômes de qualités

Le Plan Réussite en Licence, annoncé en décembre 2007, a pour ambition de refonder en profondeur la Licence, pour la rendre plus adaptée **aux besoins de l'économie à court terme**. L'arrivée en masse des « compétences » (technologies de l'information et de la communication, PPE, stage, etc.) taille sévèrement le volume horaire de l'enseignement disciplinaire.

A Lille 3, en Lettres Modernes, il est déjà prévu de remplacer nombre de cours de littérature, par des cours de compétences : « Méthodologie », « Grammaire et Enseignement », « Projet Personnel Etudiant », « Insertion Professionnelle »... Il s'agit concrètement de la dévalorisation de ce qui fait la qualité de nos formations et nous apporte l'esprit d'analyse et de synthèse nécessaire à tout emploi futur.

De plus, pour faire des économies, des UFR seront amenés à fusionner, des parcours à disparaître et

les universités à avoir recours à des formations professionnalisantes **qui répondront directement aux intérêts des entreprises**.

A l'université d'Artois existe déjà une licence « Conseiller en développement Tennis de Table », de quoi promettre un brillant avenir au rayon Ping-Pong de Décathlon !

Le gouvernement souhaite atteindre l'objectif de 50% d'une classe d'âge au niveau licence. Très bien, **mais quelle licence ?**

La dévalorisation de nos diplômes a un but simple : détruire la seule garantie que nous avons de trouver un travail correct et bien rémunéré. Cette déqualification vient donc tirer vers le bas les conditions de travail de l'ensemble des salariés actuels et futurs.

**C'est notre avenir qui est en jeu !**

*Tous ensembles mobilisons-nous  
contre la dévalorisation de nos diplômes :*

- **maintien des formations et des volumes horaires disciplinaires**
- **pour des diplômes nationaux, reconnus dans les conventions collectives**
- **maintien de l'accès aux concours à bac+3**

### **Opération Campus, budget en baisse : nos universités ne sont pas à vendre !**

Depuis 10 ans, les universités de notre région sont délaissées. Les budgets sont en baisse, et la répartition des crédits se fait de plus en plus inégalement entre les établissements et les filières. En septembre, la ministre a annoncé 900 suppressions de postes pour 2009 : la première fois depuis des décennies ! Et nous sommes en sous encadrement par rapport aux pays de l'OCDE ! La **politique de libéralisation** aggrave la situation.

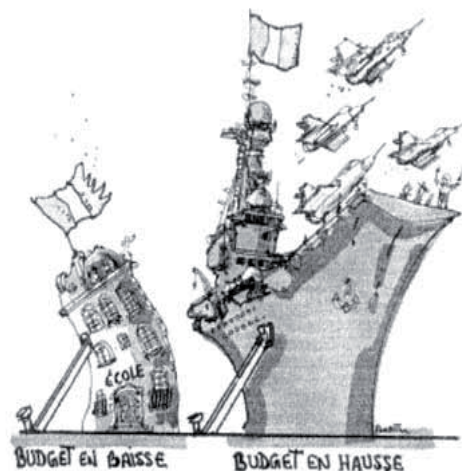
L'autonomie posée par la loi LRU d'août 2007 est avant tout une autonomie financière : contraintes par la baisse du budget les universités sont de plus en plus incitées à trouver des fonds ailleurs. Cela tend vers la tarification de services jusqu'alors gratuits et la création de fondations privées via les entreprises. Celles-ci pourront dorénavant financer directement une formation ou « commander » un travail de recherche.

L'Opération Campus, plan immobilier annoncé en février, ancre le principe d'un système universitaire à deux vitesses. Le concept : 10 campus se partageront plusieurs milliards d'euros (5 annoncés en

février, plus que 2,7 aujourd'hui !), dans le but d'en faire des pôles d'excellence à rayonnement international. Chez nous, aucune des six universités ne recevra de fonds. Il faut rendre cette opération **caduque !**

Le Rapport SYMPA (sic), sorti cet été, prévoit de répartir l'ensemble du budget des universités selon des critères d'**activité** mais surtout de **performance** ! Ainsi, plus une université aura un bon taux d'insertion professionnelle et une bonne valorisation de sa recherche, plus elle aura de moyens de l'Etat. En plus, un système de **bonus/malus** souhaite être mis en place, supplément budgétaire pour les universités qui respectent les critères ministériels, **sanctions financières pour les autres !**

Son ambition, le gouvernement l'affirme clairement: avoir, d'ici 2012, deux universités parmi les 20 premières mondiales, dix parmi les 100 premières, et plus de performance en matière de dépôt de brevets et publications scientifiques. C'est-à-dire un système concurrentiel dans lequel peu d'universités du Nord Pas de Calais sortiront indemnes...



**T**ous ensembles, nous devons sensibiliser l'ensemble de la communauté universitaire. *Assemblées générales* d'information régulières, diffusions massives de *tracts*, campagnes d'*affichage*, rédaction de *documents d'analyse*, opérations médiatiques et **mobilisation**. C'est en résistant et en nous organisant TD par TD, fac par fac, que nous construirons un rapport de force capable de faire entendre nos revendications. Nous devons nous battre contre l'avenir que l'on réserve à nos diplômés, à nos universités et à nos CROUS !

Le Collectif Universitaire pour un Ré-engagement de l'Etat (**C.U.P.R.E.**) souhaite rassembler tous ceux prêts à s'organiser pour mettre un terme à la politique dévastatrice du gouvernement en matière d'éducation. Nous pourrions ainsi mettre en place la force revendicative qui fera reculer la ministre et permettra à nos universités et nos CROUS d'avoir les moyens de satisfaire les besoins d'un **service public de qualité**.

Nous condamnons la logique libérale des réformes et nous devons nous mobiliser pour que les *universités de l'Académie*, et y compris celles de proximité (Valenciennes, Artois, Littoral), puissent assurer une recherche et des diplômés de qualité, dans un environnement rénové. Si nous ne nous battons pas maintenant pour des *moyens financiers*, nos universités seront enfermées dans un cercle vicieux, contraintes de se tourner vers le privé, et d'avoir des formations de plus en plus déconnectées de la recherche.

Dès maintenant, enseignants-chercheurs, BIATOSS, personnels du CROUS et étudiants, réclamons des fonds pour nos universités !

## **TOUS ENSEMBLES, MOBILISONS-NOUS POUR EXIGER :**

- ➔ Réinvestissement de l'Etat permettant le rétablissement des aides sociales supprimées (points de charges des bourses, allocation d'étude, ALINE) et la baisse des tarifs de restauration et de logement
- ➔ Création de postes de titulaires à la hauteur des besoins au CROUS et dans les universités
- ➔ Maintien du taux horaire d'enseignement disciplinaire, pour des diplômés nationaux reconnus dans les conventions collectives
- ➔ Maintien des IUFM, des concours d'enseignants à bac+3 et du caractère disciplinaire des concours
- ➔ **Un plan de financement de 730 millions d'euros redéployés sur l'ensemble de la région**

cupre5962.canalblog.com - cupre@live.fr - 06.74.56.09.75

- je souhaite prendre contact avec le CUPRE et participer aux actions menées
- je signe la pétition pour des moyens pour l'Académie de Lille, son CROUS, ses universités

Nom ..... Prénom .....

adresse .....

téléphone ...../...../...../.....

université ..... filière .....

à renvoyer à : CUPRE, 22 rue de Nantes 59000 Lille